

La Voix de l'Opposition de Gauche

Le 9 août 2020

CAUSERIE ET INFOS

La causerie sera actualisée d'ici un ou deux jours, elle sera encore très volumineuse. On mettra de nouveaux articles en ligne plus tard. J'ai tout laissé tomber pour me consacrer à la situation au Liban.

Les conditions objectives au Liban se rapprochent de celles indispensables à une révolution prolétarienne, à ceci près qu'il n'existe aucun parti ouvrier pour l'incarner, il n'existe donc aucune issue politique conforme aux intérêts des masses libanaises. C'est cette situation qui prévaut dans de nombreux pays dominés ou sous-développés.

Quant aux masses des pays développés, elles en sont encore plus éloignées ou ce n'est pas le genre de question qu'elles sont prêtes de se poser. Il en alla ainsi tout au long de la seconde moitié du XXe siècle. Je sais qu'on nous a trompé en nous faisant croire le contraire, et nous avons été assez faible ou idiot pour croire des dirigeants qui n'y avaient jamais cru eux-mêmes, mais dorénavant cette époque est définitivement révolue, nous ne leur permettrons plus de se livrer à la moindre imposture sans que sa signification politique soit exposée.

La social-démocratie porta un coup terrible au mouvement ouvrier, le stalinisme l'achèvera, et le trotskysme assurera le service après-vente. Voilà sur quoi reposa l'espoir de générations de militants pendant plus d'un demi-siècle, qui ne s'en sont jamais remis et il y a de quoi, je possède des témoignages qui me permettent d'affirmer qu'ils n'en ont pas encore pris conscience. Je vous ai livré ici deux des sujets de mes dernières réflexions qui vont servir à finaliser la stratégie que je proposerai, si j'y parviens, car faut-il encore trouver les mots qu'il faut, le bon discours, les bons enchaînements, et ce n'est pas facile de transformer en théorie une somme d'expériences. Vous me direz que les causeries y pourvoient déjà. Certes en partie, de manière désordonnée, fractionnée, et rien ne dit que les lecteurs n'ont pas loupé un chapitre ou qu'ils ont gardé les précédents en tête. Il n'y a rien de pire que ce qui manque de cohérence, d'ordre, de rigueur, de logique. On va faire pour le mieux et si j'échoue et bien tant pis !

L'Etat juif d'apartheid dit Israël, impérialiste, colonial, raciste figure parmi les créations les plus monstrueuses que le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme aient produit au cours de sa longue histoire criminelle, que seule la classe ouvrière internationale sera à même de supprimer en mettant un terme à ce régime d'exploitation et d'oppression de tous les peuples.

Ce qui vient de se passer au Liban pose à nouveau la question qui revient désormais chaque fois qu'un évènement survient : Qui et quoi croire ?

La plupart des gens, plus aptes à se soumettre qu'à réfléchir, qui n'ont pas grand chose dans le cerveau et pas davantage de principes ou de dignité, qui dans un acte de courage littéralement surhumain vouent un culte aux puissants, sont habituellement disposés à croire aveuglément ce qui les arrange, la première version venue, la plus confortable, celle qui sera partagée par la majorité, de préférence ce que leur racontent les despotes, imposteurs ou psychopathes enragés qui les gouvernent, ces champions de la désinformation, de l'instrumentalisation ou de la manipulation des faits, en une étincelle ils en oublient comment ils n'ont eu de cesse de les tromper ou de leur mentir éhontément une multitude de fois, pour former la meute bêlante et

masquée des régiments du régime chargée de faire régner l'ordre totalitaire, les élites et tous ceux qui détiennent une once de pouvoir se doivent d'en être, à commencer par les médias.

Si on en juge par le traitement accordé dans le passé par le mouvement ouvrier tous courants confondus aux événements qui ont marqué le XXe siècle et les deux premières décennies du XXIe siècle, il y a fort à parier qu'une fois de plus il se rangera comme un seul homme derrière la version retenue par Macron et la "*communauté internationale*".

Vous noterez qu'avant même de savoir précisément ce qui s'était passé, le mouvement ouvrier a adopté cette attitude et il n'en a plus changé par la suite, c'est-à-dire, que quels que soient les éléments d'enquêtes ou témoignages mis à jour plus tard, il n'en tiendrait pas compte, pourquoi, mais parce ce qu'il n'est pas indépendant, tout simplement.

Nous, par principe et expérience, nous nous méfions comme de la peste des versions officielles, sachant que leurs auteurs sont forcément mal intentionnés ou n'ont pas intérêt à ce que la vérité triomphe. Dites, pourquoi devrions-nous avoir davantage confiance en nos ennemis, plutôt qu'en ceux qui n'ont aucune raison de s'autocensurer et de nous induire en erreur, sauf à se ridiculiser si nous le découvrons, ce qui arrive aussi, hélas ? Combien de nos braves révolutionnaires ou anticapitalistes vont-ils encore dans les jours qui viennent se placer sous l'aile protecteur de la réaction pour ne pas avoir à affronter son courroux ? A suivre.

• [pages au format pdf](#)

DOSSIER SUR LE LIBAN.

La première partie rend compte de la situation vue du côté de la "*communauté internationale*" et de ses porte-parole médiatiques attitrés.

On remarquera avec quel empressement ils ont adopté la thèse de l'explosion accidentelle due à l'embrasement de 2 700 tonnes de nitrate d'ammonium stockées dans un entrepôt, tandis que les jours précédents Israël avait menacé à plusieurs reprises de détruire les infrastructures au Liban.

Ils ont même été jusqu'à qualifier de "*complotiste*" l'hypothèse parmi d'autres "*d'une intervention extérieure*" retenue par le président libanais Michel Aoun visant Israël.

La seconde partie livre la version de Thierry Meyssan (quasiment sur place à Damas) et du Réseau Voltaire qu'aucun commentateur n'a osé citer, on comprend pourquoi.

A suivre.

PREMIERE PARTIE

[Le Liban et le peuple libanais doivent abdiquer leur souveraineté, tel est le message de leurs ennemis.](#)

- Face à la colère des Libanais, "jouer la carte de la souveraineté est ridicule" - Europe1 8 août 2020

- La France voit "suffisamment d'éléments" pour juger "accidentelle" l'explosion de Beyrouth - Reuters 8 août 2020

La France estime que "suffisamment d'éléments objectifs" sont réunis pour penser que l'explosion qui a ravagé mardi le port de Beyrouth, faisant au moins 158 morts et 6.000 blessés, était d'origine accidentelle, a déclaré samedi l'Elysée.

"Nous ce que l'on sait sur la base de ce que l'on a vu, de ce que l'on observe, (c'est) qu'il y a suffisamment d'éléments objectifs qui permettent de penser que le hangar dans lequel étaient stockés des produits dangereux a explosé pour des raisons qui sont accidentelles", a déclaré un responsable de la présidence française.

Le président libanais Michel Aoun, qui a écarté la demande d'enquête internationale réclamée par Emmanuel Macron, a déclaré vendredi que la cause de l'explosion n'avait pas encore été déterminée et qu'on ne pouvait exclure à ce stade l'hypothèse d'une intervention extérieure.

"Il y a la possibilité d'une interférence extérieure comme un missile, une bombe ou un autre moyen", a-t-il dit selon des propos rapportés par plusieurs médias et confirmés par la présidence. Reuters 8 août 2020

Quand les médias français porte-parole de "la communauté internationale" complotent contre le peuple libanais.

- Pour Ziad Majed, professeur à l'Université américaine de Paris et invité d'Europe 1, samedi, un tel positionnement est "très révélateur de la mentalité qui gouverne le Liban".

C'est "un président déconnecté de la réalité, médiocre, cherchant toujours à se victimiser et montrer qu'il n'a aucune part de responsabilité, bien qu'il soit depuis 2016 dans le palais présidentiel de Baabda", lance le chercheur franco-libanais, au micro d'Europe 1. Selon lui, "il y a une volonté de la classe politique de dire 'nous ne sommes pas responsables du malheur des Libanais', ou de chercher des théories du complot en allant en bataille contre la communauté internationale", dénonce-t-il. "Cette même communauté internationale à la porte de laquelle frappe le Liban pour demander de l'argent parce que [les responsables libanais] ont pillé le pays, et que la mauvaise gestion de l'État libanais a causé la faillite et vidé les caisses de l'État." Europe1 8 août 2020

- Ziad Majed, professeur à l'Université américaine de Paris, dénonce le refus du président de prendre ses responsabilités, invité d'Europe 1, samedi. Europe1 8 août 2020

- Céline Dibo, une étudiante : "J'aimerais tant que les Nations unies prennent le Liban en charge."

- Maryse Hayek une Beyrouthine de 48 ans : "J'espère qu'un autre pays va nous prendre en charge." Reuters 8 août 2020

- Camille Mourani, un opposant au pouvoir avait demandé à Emmanuel Macron une "tutelle internationale". europe1.fr 8 août 2020

- Sibylle Rizk, journaliste et membre de l'ONG Kulluna Irada, invitée sur franceinfo vendredi 7 août, cette contestation est le signe d'une "transition politique". "Ce qui commence à naître au Liban, ce n'est plus le concept d'une société civile qui réclame des changements au pouvoir politique mais bien l'émergence d'une opposition politique." "Ce n'est pas une catastrophe naturelle mais le fruit

d'une négligence criminelle de la part d'autorités qui n'ont rien fait pour l'empêcher." Franceinfo 8 août 2020

- Agnès Levallois, Maître de recherches à la Fondation pour la recherche stratégique et vice-présidente de l'iReMMO (Institut de Recherche et d'études Méditerranée Moyen-Orient) : « Ce qui s'est passé hier est le point culminant d'un système clientéliste dans lequel l'Etat n'a aucune autorité. L'existence de ce stock était connue depuis des années et aucun gouvernement n'a pris les mesures nécessaires pour s'en occuper. »

Y croyaient-ils ? En tout cas ils en ont tous fait la promotion : "Une grande manifestation pour dénoncer la corruption de la classe politique libanaise doit avoir lieu samedi après-midi" ; "Une gigantesque manifestation doit avoir lieu samedi après-midi". europe1.fr 8 août 2020

- Karim Émile Bitar, directeur de l'Institut des sciences politiques de l'université Saint-Joseph de Beyrouth et chercheur associé à l'Iris, invité d'Europe 1 samedi matin, cette insurrection pourrait amorcer une transition politique.

Karim Émile Bitar estime également que la visite du président Macron a accéléré le processus du changement. europe1.fr 8 août 2020

LVOG - Cette "*grande manifestation* est un échec.

- Quatre jours après l'explosion qui a ravagé le port et plusieurs quartiers de Beyrouth, près de 7.000 manifestants se sont massés sur la place des Martyrs, haut lieu de la contestation libanaise. Reuters 8 août 2020

Ils en disent beaucoup trop ou pas assez, ils posent des questions sans réponses, mais leur version des faits est forcément la bonne.

American Herald Tribune - Le 4 août, à 15 heures (heure locale), un forgeron a été chargé de boucher les trous de l'entrepôt afin d'empêcher un éventuel vol du contenu. Le forgeron n'a pas été informé du contenu dangereux de l'entrepôt, et on ne lui a pas demandé non plus de prendre les précautions nécessaires pour éviter la propagation de particules métalliques chauffées à blanc, qui peuvent déclencher un incendie. Il travaillait à une distance ne dépassant pas quelques centimètres des sacs de nitrate d'ammonium qui gisaient sur le sol, d'où fuyait une substance claire. Une fois le travail terminé, entre 16h30 et 17h00, de la fumée a été vue en provenance de l'entrepôt. (Comment peuvent-ils fournir des renseignements aussi précis ? Quelle est leur source ? Mystère ! - LVOG)

Les pompiers ont été appelés pour faire face à un éventuel incendie. À 18h08, la première explosion a été entendue, suivie de la seconde plus d'une minute plus tard. Qui a appelé le forgeron et alloué le budget pour son travail ? A-t-il été informé du danger de la soudure à côté de nitrate d'ammonium ? (A quelle heure les pompiers ont-ils été appelés et pourquoi auraient-ils mis autant de temps pour se rendre sur les lieux, et apparemment trop tard ? - LVOG)

Les nombreuses « théories du complot » ne correspondent pas aux faits de cet accident. L'ignorance, l'incompétence, le favoritisme et la bureaucratie sont les raisons de la perte de tant de vies et de la destruction de Beyrouth American Herald Tribune 6 août 2020 (Une nouvelle fois, avant toute enquête, le verdict qui les arrange est tombé. - LVOG)

Le contexte.

- L'armée israélienne dit avoir déjoué une tentative d'infiltration du Hezbollah - Le Parisien 27 juillet 2020

Le Hezbollah aurait mené une opération sur une partie de la frontière disputée entre le Liban et Israël, en réponse à une frappe aérienne ayant tué un soldat de l'organisation la semaine dernière. L'organisation islamiste a démenti tout accrochage.

L'armée israélienne a déclaré lundi qu'elle avait contrecarré une tentative du Hezbollah d'infiltrer le nord du territoire israélien. Une opération qui intervenait après que le groupe chiite libanais soutenu par l'Iran a juré de venger l'un de ses combattants, qui aurait été tué en Syrie dans une frappe aérienne attribuée à Israël. « Jusqu'à maintenant la résistance islamique n'a pris part à aucun accrochage, n'a pas ouvert le feu durant les événements du jour », a assuré le groupe islamiste dans un communiqué.

Le porte-parole de l'armée israélienne, le général Hidaï Zilberman, a expliqué qu'un groupe de membres du Hezbollah a traversé plusieurs mètres en Israël, mais s'est enfui au Liban après que les forces israéliennes ont ouvert le feu sur eux. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a affirmé lundi que le Hezbollah libanais "joue avec le feu", et a assuré que la réaction d'Israël « sera forte ».

Assurant avoir vu des volutes de fumée s'élever dans la zone, un correspondant de l'AFP a rapporté des dizaines de frappes d'artillerie israéliennes dans le secteur des fermes de Chebaa, versant du Mont Hermon appelé Mont Dov par l'Etat hébreu. Le Mont Dov est revendiqué par le Liban mais, selon l'ONU, fait partie du Golan syrien occupé par Israël.

La chaîne de télévision Al-Manar, affiliée au mouvement libanais Hezbollah, a affirmé que l'armée israélienne avait bombardé la région de Rouaïssat al-Alam pendant une heure et a diffusé en direct des images de fumées s'échappant de ce secteur. Un journaliste a rapporté plus tard qu'Israël attaquait dans la région de Kfar Chouba, du côté libanais de la frontière, au nord de Har Dov.

Ces incidents surviennent au lendemain de la chute d'un drone israélien au Liban et après le renforcement de la présence des forces israéliennes à la frontière : l'armée a indiqué la semaine dernière avoir « élevé son niveau de préparation contre diverses actions ennemies potentielles ». Le Parisien/AFP 27 juillet 2020

Une coïncidence de plus.

Le Tribunal Spécial sur le Liban devrait rendre son verdict le 18 août 2020 par René Naba - Mondialisation.ca, 06 août 2020

Sauf rebondissement, le Tribunal Spécial sur le Liban (TSL), ou Tribunal Hariri, devrait rendre le 18 août 2020 son verdict dans l'affaire de l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais, Rafic Hariri.

Initialement prévue pour le 7 Août 2020, le verdict, reporté d'une dizaine de jours, intervient dans un contexte particulièrement explosif...

Fondé en 2009, le fonctionnement de cette juridiction ad hoc a été émaillé d'une démission en cascade tant au niveau de sa composition que de ses collaborateurs. Quinze ans d'enquêtes préliminaires, la plupart du temps à charge, de comparution de faux témoins, de dépositions anonymes, au coût exorbitant de près de 975 millions de dollars, dont la moitié à la charge du

Liban, un pays exsangue financièrement, le Tribunal Hariri passera à la postérité comme une parfaite parodie de la justice internationale, une insulte à la notion même de justice.

Pour rappel, le TSL avait rendu public son acte d'accusation le 30 juin 2011, le jour même où le nouveau gouvernement libanais présidé par Najib Mikati se réunissait pour approuver sa déclaration de politique générale, en prélude au vote de confiance au parlement Libanais.

L'acte qui mentionnait la responsabilité de plusieurs membres du mouvement chiite Hezbollah était conforme dans une large mesure aux révélations du journal Der Spiegel, en 2009, ainsi qu'aux fuites de la chaîne de télévision israélienne Canal 10, en juillet 2010. Une telle coïncidence pose le problème de la fonction de la Justice pénale de son éventuelle instrumentalisation à des fins politiques, la satisfaction des desseins stratégiques des grandes puissances occidentales.

Manifestation télécommandée pour exiger le désarmement du Hezbollah, la principale force armée organisant la résistance face à Israël.

- "Le peuple veut la chute du régime" : des milliers de personnes manifestent contre le gouvernement après les explosions à Beyrouth - francetvinfo.fr 8 août 2020

Après l'exaspération, la colère. Sous le hasthag #Pendez-les, des milliers de Libanais ont déferlé samedi 8 août dans les rues de Beyrouth pour exprimer leur colère face à la classe politique jugée responsable des explosions qui ont fait plus de 150 morts et 6 000 blessés.

En début d'après-midi, les manifestants ont convergé sur la place des Martyrs, épice centre traditionnel des manifestations, avec pour mot d'ordre "Le Jour du jugement". Des guillotines en bois ont été installées et certains manifestants ont brandi des cordes, un nœud coulant à leur extrémité. "Le peuple veut la chute du régime", ont-ils scandé, brandissant des pancartes réclamant le départ des "assassins".

En fin de journée, des manifestants ont réussi à pénétrer à l'intérieur du ministère des Affaires étrangères. Cette irruption, diffusée en direct à la télévision, est intervenue alors que l'attention des forces de sécurité se concentrait sur le rassemblement de milliers de protestataires dans le centre-ville.

"Nous avons pris le ministère des Affaires étrangères comme quartier général de la Révolution", a annoncé dans un communiqué, depuis l'élégant perron du ministère, le général à la retraite Sami Rammah, devant quelque 200 personnes qui criaient "Révolution". Les protestataires ont déroulé deux immenses banderoles rouges à l'entrée de la villa traditionnelle qui a subi des dégâts en raison de l'explosion, l'une proclamant "Beyrouth, capitale de la révolution", et l'autre "Beyrouth, ville sans armes". Selon des journalistes sur place, l'armée les a délogés dans la soirée.

Le Premier ministre Hassan Diab a annoncé qu'il allait proposer des élections législatives anticipées et se dit prêt à rester au pouvoir "pendant deux mois", le temps que les forces politiques s'entendent à ce sujet. francetvinfo.fr 8 août 2020

Ils ont signé leur agression criminelle contre le Liban et le peuple libanais.

- Dans un changement radical de politique, Israël tiendra le Liban pour responsable de l'attaque du Hezbollah - israelhayom.com 31 juillet 2020

Le ministre de la Défense, Benny Gantz, a ordonné à Tshal de bombarder les infrastructures libanaises si le Hezbollah menaçait des soldats ou des civils israéliens.

Un haut responsable de la défense a déclaré à Israël Hayom que Gantz avait donné l'ordre de préparer une telle réponse lors de réunions jeudi avec le chef d'état-major des FDI, le lieutenant général Aviv Kochavi et d'autres membres de l'état-major.

Les tensions se sont rapidement intensifiées entre Israël et l'organisation terroriste depuis la mort de l'agent du Hezbollah Ali Kamel Mohsen Jawad, ainsi que de deux autres terroristes, lors d'une frappe aérienne sur l'aéroport international de Damas au début du mois.

Le Hezbollah a juré de se venger de la mort de Jawad, conduisant les FDI à déplacer des renforts à la frontière nord en vue d'une attaque de l'organisation terroriste chiite.

Lors des réunions de jeudi, Kochavi a présenté la position de Tsahal sur la question, affirmant qu'Israël doit tenir le Hezbollah et le gouvernement libanais responsables de toute attaque future et de ses conséquences.

Selon le responsable de la défense, Israël n'a pas tué les terroristes du Hezbollah qui ont tenté de mener une attaque dans la région de Har Dov lundi, et n'a pas diffusé d'images de l'incident, afin de donner au groupe chiite une chance de sauver faire face et désamorcer la situation, mais que le Hezbollah n'a pas saisi l'occasion.

"Si [le Hezbollah] tente de perpétrer une autre attaque, nous verrons une réponse inhabituelle de Tsahal contre [l'organisation] et le Liban", a déclaré le responsable.

La menace sans équivoque d'Israël que le Liban portera la responsabilité de toute attaque du Hezbollah vise à fomenter des pressions contre le groupe terroriste dans son pays. Après la deuxième guerre du Liban en 2006 - au cours de laquelle Israël n'a pas détruit l'infrastructure gouvernementale - Israël a souligné qu'il ciblerait également le Liban dans tout conflit futur avec le Hezbollah. Et alors que cette menace ne s'est généralement appliquée qu'à un vaste conflit avec le Hezbollah, l'ordre de jeudi a marqué la première fois qu'Israël a officiellement déclaré qu'il nuirait au Liban même en réponse à une attaque tactique isolée.

Ces dernières années, Israël a essayé de mettre en œuvre cette stratégie de dissuasion dans d'autres secteurs également. Tout au long de la guerre civile syrienne, l'infrastructure syrienne a été touchée chaque fois qu'une attaque terroriste émanait du territoire syrien. À Gaza également, Israël cible le Hamas lorsque des attaques terroristes sont menées par d'autres groupes.

Maintenant, pour la première fois, Israël applique cette politique de dissuasion au Liban. Il s'agit d'un changement radical de politique car lors des précédents combats entre Tsahal et le Hezbollah, Israël a évité de bombarder les infrastructures libanaises. Bien que le gouvernement libanais actuel soit extrêmement faible et soit effectivement contrôlé par le Hezbollah, on s'attend en Israël à ce que la pandémie de coronavirus et la situation économique désastreuse du pays - combinées à la crainte qu'une offensive israélienne soit dévastatrice - donneront l'impulsion à une forte pression sur Le Hezbollah pour annuler une autre attaque.

Les responsables de Tsahal ont estimé jeudi que le Hezbollah était déterminé à mener une attaque réussie, mais qui présentait un risque minimal d'escalade.

"Les prochains jours seront critiques", a déclaré un haut responsable de Tsahal. "Tsahal est en état d'alerte pour une attaque" et prêt à exécuter une réponse sévère. israelhayom.com 31 juillet 2020

<https://www.israelhayom.com/2020/07/31/in-dramatic-policy-shift-israel-to-hold-lebanon-accountable-for-hezbollah-attack/>

- Israel Hayom (En hébreu : Israel Today) is an Israeli national Hebrew-language free daily newspaper, and news website. First published in 2007

The popular nickname of Israel Hayom is the "Bibiton", a portmanteau of Benjamin Netanyahu's nickname "Bibi" with the Hebrew word for newspaper, "iton". wikipedia.org

- Opinion Israël est sous le choc, dans une démonstration dégoûtante d'hypocrisie par Gideon Levy - haaretz.com Aug 07, 2020

Israël officiel s'est présenté comme choqué par la catastrophe qui a frappé son voisin, le Liban, hier. Presque tout le monde a un visage triste. À l'exception de Richard Silverstein, qui écrit un blog, Tikkun Olam, personne n'a accusé Israël d'être à l'origine de la catastrophe. À l'exception de Moshe Feiglin et de quelques autres racistes, personne n'a exprimé de joie satanique à ce sujet. Heureusement, l'ancien porte-parole de l'armée israélienne Avi Benayahu a chassé Feiglin de la course: «Avec de telles déclarations, vous n'appartenez pas au peuple juif», a déclaré Benayahu, l'homme de moralité juive, et la tache a été enlevée.

Benayahu a raison: l'État juif n'a jamais causé de telles catastrophes, et lorsque nos ennemis sont tombés, il ne s'est jamais réjoui. Les Forces de défense israéliennes, dont Benayahu a fait entendre la voix, n'ont jamais causé de destructions et de dévastations, certainement pas au Liban, certainement pas à Beyrouth. Qu'est-ce que Tsahal a à voir avec la destruction des infrastructures? Une explosion dans le port de Beyrouth? Pourquoi l'armée la plus morale du monde aurait-elle quelque chose à voir avec les bombardements de centres de population? Et les dirigeants du pays se sont empressés d'offrir leur aide au pays dévasté des cèdres, un geste juif et israélien si typique, humain, haut et émouvant au point de pleurer.

Il est vrai que l'armée de l'air israélienne fait fi de la souveraineté du Liban et vole dans ses cieux comme s'ils étaient les siens. Certes, Israël a dévasté le Liban à deux reprises pendant la guerre, mais qui compte. Le président israélien a adressé une déclaration de condoléances au peuple libanais, le Premier ministre et les ministres des Affaires étrangères et de la Défense ont déclaré qu'ils avaient «donné des instructions pour offrir une assistance humanitaire et médicale au Liban».

Comme si toute cette bienfaisance ne suffisait pas, le maire de Tel-Aviv a ordonné que le bâtiment de la municipalité soit illuminé aux couleurs du drapeau libanais. Les mots échouent. Toute haine passée a été mise de côté, Israël est maintenant un ami dans le besoin de son voisin souffrant.

N'est-ce pas ce même ministre de la Défense qui, la semaine dernière, a menacé ce même Liban de détruire ses infrastructures? Le Premier ministre n'a-t-il pas également menacé le Liban? Et à quoi ressemble la destruction des infrastructures au Liban? Tout comme ce qui a été vu au Liban mardi.

La moitié d'Israël et l'ensemble de l'état-major de Tsahal savent comment réciter la célèbre doctrine Dahiya. Un politicien sur deux a menacé de l'exécuter. C'est notre langage avec le Liban et Gaza. C'est la doctrine adoptée par l'Israélien Carl von Clausewitz, ancien chef d'état-major Gadi Eisenkot, l'espoir actuel de la gauche israélienne, alors qu'il était chef du commandement du Nord.

Et quelle est cette doctrine sophistiquée? C'est l'utilisation d'une force disproportionnée et débridée contre les infrastructures, le semis de destruction et l'effusion du plus de sang possible. «Aplatir» - pour donner une leçon à l'ennemi «une fois pour toutes». Tsahal a essayé cela plus d'une fois par le passé, au Liban et à Gaza, et ce fut une réussite vertigineuse. Cela ressemble à ce qui a été vu à Beyrouth mardi.

Pas une semaine ne s'était écoulée depuis qu'Israël menaçait de détruire les infrastructures au Liban si le Hezbollah osait venger le meurtre de l'un de ses combattants dans une action militaire limitée à la frontière, et Israël le destructeur devient Israël le miséricordieux. Accepteriez-vous l'aide humanitaire d'un tel pays? Y a-t-il une démonstration d'hypocrisie plus écœurante?

Quand Israël a démoli Dahiya et d'autres quartiers de Beyrouth, le bâtiment de la municipalité de Tel Aviv n'était pas illuminé des couleurs du drapeau libanais. Quand Israël a tué des milliers de femmes et d'enfants innocents, vieux et jeunes, à Gaza pendant l'opération criminelle Plomb durci et l'opération Bordure protectrice, la municipalité n'était pas éclairée aux couleurs du drapeau palestinien. Mais mercredi, nous étions tous si humains, si libanais pour un moment. Jusqu'au prochain Dahiya. haaretz.com Aug 07, 2020

- Israel a bombardé Beyrouth - richardsilverstein.com August 4, 2020

Extrait. Une source israélienne confidentielle et hautement informée m'a dit qu'Israël avait provoqué l'explosion massive du port de Beyrouth plus tôt dans la journée, qui a fait plus de 100 morts et des milliers de blessés. Le bombardement a également pratiquement nivelé le port lui-même et causé d'énormes dégâts dans toute la ville. La source a reçu ces informations d'un fonctionnaire israélien ayant des connaissances particulières en la matière.

Israël a pris pour cible un dépôt d'armes du Hezbollah dans le port et a prévu de le détruire avec un engin explosif. Malheureusement, les services de renseignement israéliens n'ont pas fait preuve de diligence raisonnable sur leur cible. Ainsi, ils ne savaient pas (ou s'ils savaient, ils s'en moquaient) qu'il y avait 2 700 tonnes de nitrate d'ammonium stockées dans un entrepôt voisin. L'explosion du dépôt d'armes a enflammé l'engrais, provoquant la catastrophe qui en a résulté.

Il est, bien sûr, inacceptable que les agents israéliens n'aient pas tout déterminé sur leur cible, y compris ce qui se trouvait dans son voisinage immédiat. La tragédie qu'Israël a provoquée est un crime de guerre d'une immense ampleur.

La CPI a déjà enquêté sur Israël pour crimes de guerre à Gaza depuis l'opération Bordure protectrice de 2014. À présent, j'imagine que cela élargira la portée pour intégrer le massacre par négligence criminelle d'aujourd'hui.

Bien qu'Israël ait régulièrement attaqué des dépôts et convois d'armes du Hezbollah et iraniens en Syrie, il entreprend rarement des attaques aussi effrontées à l'intérieur du Liban. Cette attaque dans la capitale du pays marque une escalade encore plus grande. La pure imprudence de cette opération est étonnante.

Pas étonnant, cependant. Un tel plan ne peut être envisagé qu'au milieu d'un dysfonctionnement politique interne. Bibi est sur les cordes et désespéré de changer de sujet. Lorsque ses agents du renseignement lui ont présenté le plan, il s'est probablement frotté les mains avec joie et a dit: «Allez-y! Les services de renseignement israéliens voulaient naturellement plaire au patron et probablement couper les coins ronds pour que l'attaque se produise. Quand personne n'est au volant en disant "Stop!" le bateau heurte un iceberg et coule. C'est peut-être ce qui s'est passé ici.

Le bombardement israélien rappelle des bombardements similaires orchestrés par ses agents à Beyrouth dans la période avant et après son invasion de 1982. Le livre de Ronen Bergman sur les assassinats du Mossad et Remy Brulin a documenté de multiples attentats à la bombe israéliens au cours de cette période, qui ont causé la mort et la destruction de la population civile de la ville.

Dans ce cas, les dommages causés étaient accidentels. Mais ce ne sera guère de réconfort pour les milliers de Beyrouthins dont la vie est devenue un enfer à la suite de ce crime israélien.

En passant, l'ancien député du Likud Moshe Feiglin a tweeté une citation de la Michna «célébrant» le désastre: «Il n'y a jamais eu de jours aussi grands en Israël que le 15 Av [le jour du bombardement] et Yom Kippour.»

Bien sûr, cela me fait mal d'admettre que Pres. Trump avait raison dans sa déclaration antérieure selon laquelle l'explosion était une «attaque terrible» et que l'information lui avait été transmise par «ses généraux». Dans ce cas, lui et eux avaient raison:

Le chef de cabinet de la Maison Blanche, Mark Meadows, a défendu mercredi la description par le président Trump d'une explosion massive un jour plus tôt dans la capitale libanaise comme une «attaque» ...

Trump a déclaré aux journalistes mardi qu'il avait été informé par des généraux qui estimaient que l'explosion dans un grand port de Beyrouth était une «attaque» et «une bombe en quelque sorte.

«Je peux vous dire que le rapport initial était exactement ce que le président a partagé avec vous tous. Je sais qu'il a été informé à ce sujet. Les premiers rapports concernaient une explosion », a-t-il ajouté. «Nous n'avons toujours pas totalement exclu cela.»

«Sans rien partager de classifié, j'ai pu voir une grande partie de ce qui s'est passé là-bas. Nous continuerons à évaluer cela », a poursuivi Meadows. «De toute évidence, aucun groupe n'a revendiqué une quelconque responsabilité, mais ce que le président a partagé avec le peuple américain, c'est ce dont il a été informé.»

Il s'agirait d'informations hautement classifiées, ce qui signifierait que Trump a une fois de plus dévoilé les secrets et méthodes du renseignement américain, ce qu'aucun président ne devrait faire. Cela rappelle les épisodes précédents dans lesquels il a partagé des informations extrêmement sensibles avec des responsables russes. Et c'est la raison pour laquelle les responsables des services de renseignement américains font tout ce qui est en leur pouvoir pour lui cacher ces informations.] Et Yom Kippour. "

Il pourrait (et devrait) y avoir des répercussions politiques internes israéliennes pour cette catastrophe. Comme Netanyahu a approuvé l'attaque, il est responsable des conséquences. En 1982, une commission d'enquête a trouvé Ariel Sharon coupable de l'invasion du Liban et du massacre de Sabra et Chatila. Il a été envoyé en exil politique pendant une décennie. À tout le moins, cela devrait disqualifier Bibi de diriger le pays. Ce serait le résultat dans toute nation démocratique dans laquelle le dirigeant serait tenu responsable de ses échecs.

Mais hélas, Israël n'est pas une telle nation, et Bibi semble toujours se dégager de la responsabilité de ses erreurs. La différence ici est que le dirigeant israélien est déjà sous pression en raison de la réponse désastreuse de son gouvernement à Covid19 et du procès pour corruption imminent pour trois chefs de corruption. Cela pourrait être le point de basculement.

Normalement, les Israéliens ne feraient pas attention à un tel massacre. Ils se sont habitués aux souffrances qu'ils infligent à leurs voisins arabes. Mais étant donné l'effondrement de la popularité de Netanyahu, cela pourrait hâter sa fin.

Israël n'aurait pas pu choisir un pire moment pour infliger de telles souffrances au Liban. Le pays est en crise économique profonde. Les entreprises font faillite, les gens n'ont rien à manger, les politiciens se disputent et se blâment sans rien faire. Le Liban est une affaire de panier. La souffrance est partout. Ses frères arabes comme l'Arabie saoudite n'ont guère envie de lui venir en aide. Si un pays n'a pas eu besoin de cette tragédie supplémentaire, c'est bien le Liban.
richardsilverstein.com August 4, 2020

<https://www.richardsilverstein.com/2020/08/04/breaking-israel-bombed-beirut/>

- Israël : La mystérieuse commission des affaires sensibles - teleobs 12 avril 2016

Si les médias israéliens sont libres et indépendants, certains reportages sont soumis à une mystérieuse institution : le bureau de la censure militaire, qui valide les articles "sensibles" et officie dans les salles de montage des trois chaînes généralistes.

Un soir de la fin du mois de novembre dernier, Tomer Avital reçoit un appel d'un numéro caché. Bien qu'il soit déjà tard, il décroche. A l'autre bout du fil, un homme se présente : "Eli, de la censure militaire." Quelques minutes plus tôt, ce journaliste indépendant avait mis en ligne sur son site "Cent Jours de transparence", le compte rendu d'un colloque qui s'était tenu dans la journée à Jérusalem. Au cours d'un débat, l'un des intervenants, le député Mickey Rosenthal, avait raconté qu'un lobbyiste, connu comme le loup blanc dans les allées du pouvoir israélien, espionnait, dans les années 1970, le KGB pour le compte du Shabak, les renseignements intérieurs de l'Etat hébreu. Une vieille affaire de barbouzerie qui tombait sous le coup du secret imposé par le service de la censure militaire. A la demande de son interlocuteur, Tomer Avital n'a eu donc, ce soir-là, d'autre choix que de purger son site de toute référence à l'anecdote.

Drôle de paradoxe. Car les journalistes israéliens ne connaissent guère de tabous et se livrent entre eux une concurrence acharnée. Ainsi, on ne compte plus les responsables politiques, les hauts gradés de l'armée, de la police ou des services secrets poussés à la démission après la révélation, par la presse, de leur implication dans un scandale de corruption ou de mœurs. Quant à la notion de secret, dans ce petit pays cloisonné de 8 millions d'habitants, elle est illusoire : tout finit par se savoir dans le shtetl (petite ville en yiddish) israélien. Une liberté de ton cependant limitée dès lors qu'il s'agit de la "sécurité nationale".

Une liste hétéroclite de sujets soumise à la censure

C'est l'héritage d'une réglementation remontant à l'époque du mandat britannique, avant même la création de l'Etat d'Israël en 1948 : tout article ou reportage télévisé traitant de questions liées à l'armée ou au renseignement doit recevoir l'autorisation préalable du bureau de la censure militaire. Cette obligation, sans équivalent dans aucun autre régime démocratique, concerne 41 domaines, allant du programme nucléaire national aux opérations militaires en territoire ennemi, en passant par l'existence de certaines unités secrètes, la construction du gazoduc reliant la Méditerranée à Eilat ou encore l'émigration des communautés juives menacées. Une liste hétéroclite de sujets à manier avec précaution, et d'ailleurs elle-même soumise à la censure.

Les rédactions des principaux journaux sont donc tenues d'envoyer les articles "sensibles" au service de la censure pour validation. Dans le cas des télévisions, c'est encore plus simple puisque l'un de ses représentants officie carrément à demeure dans les salles de montage des trois chaînes généralistes du pays. Même les correspondants des médias étrangers y sont - théoriquement - soumis, et doivent s'engager à respecter "les consignes de la censure militaire" afin d'obtenir leur accréditation. Une injonction très floue dont les modalités ne leur sont jamais explicitées, de même qu'ils n'ont, en général, aucun contact avec cette mystérieuse institution. Ainsi, en une décennie d'exercice, l'auteur de ces lignes n'y a ainsi jamais été confronté.

Dirigé par un officier supérieur nommé par le ministre de la Défense, le service, hébergé dans un immeuble de bureaux au cœur de Tel-Aviv, est composé d'une quarantaine de conscrits et de civils. Une fois en poste, le censeur en chef ne dépend d'aucune autorité, politique ou militaire, autre que la Cour suprême. Selon les propres statistiques du service, si 85 % des articles qui lui sont soumis ne subissent aucune modification, 15 % se voient amputer d'un mot, d'une phrase ou d'un paragraphe jugé problématique. Dans certains cas, rarissimes (1 %), c'est tout l'article qui est interdit de publication.

Et gare aux contrevenants : un média qui tenterait d'échapper à la censure en diffusant des informations jugées "sensibles" sans son accord encourt des poursuites judiciaires, voire une fermeture administrative. En 2008, en pleine offensive de Tsahal contre le Hamas à Gaza, le censeur en chef avait ainsi fait arrêter les deux envoyés spéciaux d'une télévision iranienne, qui commentaient en direct, et avec moult détails, les préparatifs des unités israéliennes s'apprêtant à envahir le territoire palestinien.

Spécialiste des questions militaires du grand quotidien de gauche "Haaretz", Amos Harel est l'un des journalistes les plus respectés du pays

"On ne peut vraiment pas dire que cela me plaît, mais j'ai appris à travailler avec cette contrainte."

"Israël est dans une situation sécuritaire compliquée et je ne vois pas tellement d'autres solutions que ce contrôle : c'est un garde-fou. Le risque, c'est de dévoiler une information qui mette en danger la vie de nos soldats", explique-t-il, résumant l'avis de nombre de ses confrères.

"Mais ce n'est tenable que parce qu'ils sont professionnels et n'interviennent que dans les questions strictement sécuritaires. Je n'ai encore jamais été témoin de censure politique ou d'opinion. On n'est pas en Turquie." "

C'est ainsi que les témoignages d'anciens soldats accusant Tsahal d'éventuels crimes de guerre recueillis par l'organisation d'extrême gauche Breaking The Silence reçoivent systématiquement l'aval de la censure militaire. De même que, très récemment, les images d'un soldat achevant un Palestinien blessé qui venait de commettre un attentat à Hébron.

Pour un reporter, le système est pourtant souvent à l'origine d'intenses frustrations professionnelles. En 2007, l'aviation israélienne détruit une centrale nucléaire syrienne secrète en cours de construction avec l'appui de la Corée du Nord. Rapidement averti du succès de l'attaque par ses sources, Amos Harel s'apprête à la rendre publique, avant d'être privé de ce scoop mondial. L'Etat hébreu ne revendiquant jamais ce genre d'opérations, il interdit à ses journalistes de les évoquer directement, à moins de préciser "selon la presse étrangère". Une hypocrisie qui incite bien souvent les enquêteurs israéliens à "fuir" une information exclusive à leurs confrères des médias internationaux afin qu'ils puissent en faire état à leur tour. "Personne n'est dupe du stratagème, mais pour les services de renseignements ennemis, une information a beaucoup moins de valeur si elle vient d'un journaliste étranger que d'un Israélien", confie une source bien informée au sein de Tsahal (sollicité par "TéléObs" , le service de la censure s'est refusé à tout commentaire).

Une guerre perdue d'avance à l'ère numérique

Richard Silverstein est l'un des destinataires privilégiés de ces fuites. Ce juif américain très critique envers la politique israélienne s'est ainsi fait une spécialité de publier sur son site Tikun Olam les détails des affaires censurées par l'Etat hébreu. Ses sources ?

"Des journalistes, bien sûr , mais aussi des membres des différents services de sécurité qui veulent contourner la chape de plomb qui leur est imposée"

La simple évocation de son nom dans un article peut d'ailleurs elle-même parfois tomber sous le coup d'une interdiction.

Son cas illustre la guerre perdue d'avance menée par la censure militaire à l'ère numérique. Face aux réseaux sociaux et à l'instantanéité de la transmission des informations, le système, conçu

pour fonctionner sur la base d'un gentlemen's agreement avec quelques rédactions installées, atteint ses propres limites.

"Les journalistes qui traitent de ces sujets sont en contact permanent avec la censure. Il y a un dialogue, une négociation sur ce qui est publiable ou pas. C'est un échange de bons procédés", confirme Oren Persico qui écrit au 7ème Œil, un site spécialisé dans l'analyse des médias. Mais quel pouvoir de contrainte avez-vous sur un blogueur qui tweete depuis l'étranger ? Aucun."

Un constat d'impuissance également fait par Sima Vaknin-Gil, l'ancienne chef du service de la censure. Avant de quitter son poste l'été dernier, ce général avait, dans un long article de "Justice et armée", une publication de la branche juridique de Tsahal, proposé une réforme complète du système. "Conceptuellement et pratiquement, il devient de plus en plus difficile de justifier l'existence d'une censure préventive", expliquait-elle, préconisant son remplacement par une commission civile dont le rôle, en temps de paix, se limiterait à établir un cadre légal pour les médias sans exiger une vérification de leurs informations avant publication. Mais l'avis de cette professionnelle respectée, dont la décennie passée à la tête de l'institution a été marquée par une volonté d'entraver le moins possible le travail de la presse, semble être tombé dans l'oreille d'un sourd.

Pour la remplacer, le ministre de la Défense, Moshe Ya'alon, a en effet nommé une "dure", le colonel Ariella Ben Avraham. En février dernier, cette ancienne porte-parole de Tsahal avertissait ainsi une trentaine de blogueurs spécialisés dans les questions militaires qu'ils devraient désormais, eux aussi, soumettre leurs publications à ses services. Une première, accueillie avec beaucoup de scepticisme et pas mal d'ironie par l'opinion publique israélienne. Tehilla Schwartz Altshuler, chercheuse à l'Israel Democracy Institute, qui s'apprête à publier un ouvrage sur la question analyse :

"Ariella Ben Avraham veut marquer son territoire. Le niveau de rigueur de la censure dépend beaucoup de la personnalité de l'officier qui la dirige et de l'idée qu'il se fait de la démocratie. Son rôle consiste à chercher en permanence à préserver un équilibre entre la sécurité de l'Etat et la liberté de la presse. Ce devrait être à l'armée de mieux protéger ses secrets si elle ne veut pas qu'ils soient révélés." "

Très critique, elle accuse l'appareil sécuritaire d'utiliser l'arme du black-out pour se protéger de la curiosité des journalistes, en dehors de toute justification stratégique. De plus en plus sceptiques sur l'efficacité de la censure militaire, la police israélienne et le Shabak ont ainsi pris l'habitude de demander à la justice d'imposer des "obligations de silence" sur les affaires en cours.

"Je ne pense pas que ce genre de mesures ait sa place dans un Etat démocratique", regrette Uri Blau. Journaliste à "Haaretz", ce dernier a été, en 2010, au cœur d'un énorme scandale après ses révélations sur des exécutions extrajudiciaires de membres des groupes armés palestiniens par l'armée. Une enquête approuvée par la censure mais qui s'appuyait sur des documents dérobés à l'état-major par une soldate, Anat Kamm. Accusé de recel de matériel classé secret-défense, Uri Blau avait échappé de peu à la prison. Désormais installé à Washington, il fait partie du collectif de journalistes internationaux qui enquêtent depuis plusieurs mois sur les "Panama Papers". Il dit : ""La censure militaire est un faux problème. C'est ni noir ni blanc. Ce qui tue le journalisme, c'est la crainte de se mettre en danger. L'autocensure, c'est cela le vrai danger.""

Une leçon qui vaut en Israël comme ailleurs. teleobs 12 avril 2016

Infos complémentaires

Euronews - Après des accusations à son encontre dans les médias et sur les réseaux sociaux, l'influent mouvement du Hezbollah a "nié catégoriquement" posséder un "entrepôt d'armes" dans le port de Beyrouth.

"Ni entrepôt d'armes, ni entrepôt de missiles (...) ni une bombe, ni une balle, ni nitrate", a martelé le chef de l'organisation chiite Hassan Nasrallah. fr.euronews.com 8 août 2020

Francetvinfo - De son côté, le chef du mouvement libanais du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a "nié catégoriquement", vendredi 7 août, que son organisation possédait un "entrepôt d'armes" dans le port de Beyrouth. "Je nie totalement, catégoriquement, qu'il y ait quoi que ce soit à nous dans le port, ni entrepôt d'armes, ni entrepôt de missiles (...) ni une bombe, ni une balle, ni nitrate" d'ammonium, a martelé le chef du Hezbollah dans une allocution télévisée, après des accusations dans les médias ou au sein de l'opinion publique pointant du doigt l'influent mouvement chiite libanais. francetvinfo.fr 8 août 2020

DEUXIEME PARTIE

- Selon Hassan Nasrallah, les États-Unis veulent provoquer la famine au Liban Réseau Voltaire 17 juin 2020

Lors d'un discours télévisé, diffusé le 16 juin 2020, le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, a démenti les imputations selon lesquelles des milliards de dollars auraient été transférés ces derniers mois du Liban vers l'Iran ou la Syrie.

Il a au contraire accusé une banque d'avoir transféré illégalement au moins 20 milliards de dollars du Liban vers les USA provoquant l'effondrement de la livre libanaise.

L'entrée en vigueur le lendemain, 17 juin 2020, de la loi César (Cesar Act), qui prohibe tout commerce avec la Syrie ou avec des Syriens, aura pour conséquence de répandre la famine au Liban et en Syrie.

Sayyed Hassan Nasrallah a conclu : « La Syrie constitue le seul corridor terrestre pour le pays du cèdre, tant sur le plan économique que commercial. Je demande au gouvernement de ne pas nous soumettre à la loi César qui cherche à affamer le Liban et la Syrie ». Réseau Voltaire 17 juin 2020

- Le Liban face à ses responsabilités - Réseau Voltaire 21 juillet 2020

L'économie libanaise s'est effondrée en sept mois. Les habitants commencent à souffrir de la faim. Une solution est possible si l'on analyse correctement les causes du problème. Encore faut-il accepter de reconnaître ses erreurs et de distinguer ce qui est structurel de ce qui ressort des problèmes régionaux. Il est vain et diffamatoire d'accuser l'ennemi traditionnel (Israël) ou l'allié brutal (les États-Unis) d'avoir causé un problème qui dure depuis des siècles et devient à ce point anachronique. Il est également dangereux d'ignorer l'évolution du principal allié actuel du Hezbollah (l'Iran).

par Thierry Meyssan

Un problème structurel, hérité du passé

Dès le début des événements au Liban, nous avons souligné que le problème structurel n'était pas la corruption, mais l'organisation de ce pays selon un système communautaire confessionnel [1]. En outre, avant que le problème bancaire ne devienne public, nous l'avions annoncé et avons expliqué que, comme toutes les banques, les libanaises ne possèdent que le dixième de leurs dépôts. Par conséquent, lorsque apparaît un problème politique majeur qui altère la confiance, toutes les banques sont incapables de rembourser leurs clients.

Nous continuons à affirmer que les Libanais se trompent en rejetant la faute sur les corrompus. Le peuple est le seul responsable d'avoir accepté la poursuite de ce système féodal, hérité de l'occupation ottomane, sous l'édredon du communautarisme confessionnel, hérité de l'occupation française. Ce sont toujours les mêmes familles qui contrôlent le pays depuis des siècles ; la guerre civile (1975-90) ne les ayant que peu renouvelés.

Il est ahurissant d'entendre les musulmans dénier la colonisation ottomane et les maronites s'esbaudir devant leur « Mère la France » (sic). Chacun a bien sûr des raisons pour avoir commis ces fautes, mais ce n'est pas en s'aveuglant sur le passé que l'on créera un futur viable.

Washington et Tel-Aviv ne veulent pas détruire le Liban

Les États-Unis font clairement pression contre le Hezbollah. Cependant comme l'a dit le général Kenneth McKenzie, commandant du CentCom, lors de sa récente visite à Beyrouth, il s'agit pour eux d'une pression indirecte contre l'Iran. Personne ne songe à détruire le Hezbollah qui est la première armée non-étatique au monde. Personne n'ourdit de guerre contre le Liban et surtout pas Israël.

Cette mise au point est d'autant plus nécessaire que les États-Unis ont menacé le Liban de rétorsion s'il n'acceptait pas la ligne de partage inique tracée par l'ambassadeur Frederic Hof. Elle délimite les zones maritimes israélienne et libanaise de manière à faciliter l'exploitation des réserves de gaz par Tel-Aviv. Ils ont également fait pression sur le Liban, selon leurs besoins tactiques, contre la Syrie : un jour lui demandant de s'abstenir de toute intervention, le lendemain exigeant qu'il accueille et conserve ses réfugiés pour couler l'économie de Damas.

Quand à Israël, ce pays est désormais gouverné simultanément par deux Premiers ministres. Le premier Premier ministre, Benjamin Netanyahu, est un colonialiste au sens anglo-saxon du terme. Il entend étendre le territoire israélien « du Nil à l'Euphrate » comme cela est symbolisé par les deux bandes bleues du drapeau israélien. Le second Premier ministre, Beny Gantz, est un nationaliste israélien, qui entend vivre en paix avec ses voisins. Les deux hommes se paralysent mutuellement, tandis que Tshal s'inquiète des ravages que le Hezbollah ne manquerait pas cette fois-ci de causer en Israël en cas de guerre.

Le projet perse dont personne ne veut

Le Liban est un État artificiel dessiné par les Français. Il n'a aucune possibilité de vivre en autarcie et dépend obligatoirement non seulement de ses deux voisins, la Syrie et Israël, mais aussi de toute la région.

La pression US se concentre sur l'Iran. Il y a trois semaines la base militaire de Tarchin (sud-ouest de Téhéran) explosait suscitant des déclarations officielles dilatoires. La semaine dernière, sept petits navires militaires iraniens ont explosé dans le Golfe. Cette fois, ni le Pentagone, ni l'armée iranienne n'ont communiqué à ce sujet.

Depuis 2013, l'Iran (perse et chiite) de cheikh Hassan Rohani a changé de buts. Il s'est donné comme objectif stratégique, officiellement adopté en 2016, la création d'une fédération d'États avec le Liban (arabe à majorité relative chiite), la Syrie (arabe et laïque), l'Iraq (arabe à majorité chiite) et l'Azerbaïdjan (turc et chiite). Le Hezbollah a assimilé ce projet à l'« Axe de la Résistance » qui s'était constitué face aux invasions israéliennes et états-uniennes. Cependant, ce ne sont pas seulement Israël et les États-Unis qui y sont opposés, mais aussi ceux qui devraient constituer cette fédération. Tous sont vent debout contre la reconstitution d'un empire perse.

Sayyed Hassan Nasrallah, le secrétaire général du Hezbollah, pense que cette fédération serait respectueuse des différents systèmes politiques des États la composant. D'autres au contraire,

notamment les partisans du secrétaire général adjoint, Naïm Qassem, pensent que tous devraient admettre la gouvernance par des sages comme décrite par Platon dans son livre La République et instituée en Iran par l'imam Rouhollah Khomeiny (grand spécialiste du philosophe grec) sous l'appellation de Velayat-e faqih. Le Hezbollah n'est plus simplement le réseau de Résistance qui bouta l'occupant israélien hors du Liban. Il est devenu un parti politique avec ses tendances et factions.

Or, le Velayat-e faqih, séduisant sur le papier est devenu dans la pratique l'autorité du Guide de la Révolution, l'ayatollah Ali Khamenei. L'Iran ne parviendra sûrement pas à étendre ce système à ses alliés, surtout au moment où il est contesté chez lui. C'est un fait : tout le monde dans la région, y compris ses ennemis, admire le Hezbollah, mais presque personne ne veut du projet iranien, ni ne peut compter sur l'engagement du seul sayyed Hassan Nasrallah.

La semaine dernière, l'ambassadeur d'Iran à Damas a publiquement déclaré partager les objectifs de la Russie contre les armées jihadistes, mais diverger sur le futur de la région. Pour la première fois, un officiel iranien admettait ce que nous écrivons depuis longtemps : la Russie et les États-Unis, eux aussi, s'entendent sur ce point. Ils ne veulent pas, ni l'un, ni l'autre, de cette prétendue Fédération chiite de la Résistance.

Cette semaine, l'agression de l'Azerbaïdjan (turco-chiite) contre l'Arménie (russo-orthodoxe), en dehors de la zone d'affrontement traditionnel du Haut-Karabakh, atteste que le problème lié à ce projet de Fédération s'étend dans la région.

Le renoncement du Hezbollah à ce fantasme aurait de lourdes conséquences parce qu'il dissoudrait le rêve d'un nouvel empire perse. Mais comme personne n'en veut et qu'il ne risque pas de voir le jour, le Parti de Dieu préfère maintenir le doute sur sa position et profiter le plus longtemps possible de son allié iranien.

La pression des États-Unis vise à contraindre le Hezbollah à franchir ce pas. Il suffirait que le Parti de Dieu déclare ne pas choisir ce projet de Fédération de la Résistance pour que l'agressivité de Washington et de ses propres alliés à son égard s'apaise.

Comment guérir le Liban ?

Toutefois, cela ne résoudrait aucunement le problème actuel du Liban. Celui-ci suppose que chacun renonce à ses privilèges communautaires confessionnels c'est-à-dire non seulement les maronites à la présidence de la République, les sunnites au poste de Premier ministre et les chiites à la présidence de l'Assemblée nationale ; mais aussi aux sièges réservés à l'Assemblée nationale ; et encore à toutes forme sectaire de répartition des postes dans la fonction publique. Ce n'est qu'à ce moment-là que les Libanais pourront proclamer l'égalité de tous leurs citoyens selon le principe « Un homme, une voix » et devenir enfin la démocratie qu'ils ont toujours prétendu être et qu'ils n'ont jamais été.

Ce chantier gigantesque devrait mettre fin à plusieurs siècles de confessionnalisme sans pour autant provoquer de guerre civile. Il est donc quasiment impossible d'y parvenir sans passer par une phase autoritaire, seule capable de paralyser les antagonismes durant la période de transition. Celui qui jouera le rôle de réformateur doit à la fois disposer du soutien de la majorité et ne pas être en conflit avec l'une ou l'autre des 17 communautés confessionnelles.

Certains penchent pour le général Chamel Roukoz, le vainqueur du groupe jihadiste Fatah al-Islam (bataille de Nahr al-Bared, 2007) et du cheik salafiste Ahmed al-Assir (bataille de Sidon, 2013). Mais ce prestigieux militaire a le malheur d'être un des gendres du président Michel Aoun ce qui, en raison du partage confessionnel, lui a fait manquer sa nomination comme chef des Forces armées. Les États-Unis souhaitent que celui qui a finalement été désigné à ce poste, le général

Joseph Aoun (sans lien de parenté avec le précédent), s'empare du Pouvoir. Pour récupérer ses chances, le général Chamel Roukoz vient d'appeler à la démission des « trois présidents » de la République (son beau-père), du gouvernement et de l'Assemblée nationale.

L'armée régulière n'a jamais reçu les armes nécessaires pour défendre le pays et s'appuie donc sur le Hezbollah pour prévenir une nouvelle invasion israélienne. Chamel Roukoz et Joseph Aoun ont toujours entretenu de bonnes relations avec le Parti de Dieu. Ils disposent l'un et l'autre d'une image d'impartialité dans toutes les communautés. Réseau Voltaire 21 juillet 2020

[1] « Les Libanais, prisonniers de leur Constitution » et « Liban : les dessous de la crise bancaire du siècle », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 21 octobre et 17 décembre 2019.

- Quelle est l'arme nouvelle utilisée dans le Golfe et à Beyrouth ? Réseau Voltaire 5 août 2020

Une arme nouvelle a été utilisée début juillet contre 7 bateaux iraniens dans le Golfe persique [1], puis le 4 août au port de Beyrouth.

Dans les huit cas, le nuage de fumée n'avait aucun rapport avec celui observé lors des explosions conventionnelles, mais formait un champignon comme lors des explosions atomiques.

À Beyrouth, l'explosion a fait trembler la terre à 200 kilomètres à la ronde, à une magnitude de 3,5 sur l'échelle de Richter, selon le centre allemand de géoscience (GFZ). C'est cette vibration et non pas le souffle de l'explosion qui a détruit de nombreux quartiers de la ville.

Elle a aussi provoqué une vague géante et a soulevé certaines voitures au port, et non pas poussé latéralement l'eau et les véhicules, mais comme si on avait appuyé sur la mer et sur le lieu immédiat du sinistre.

Ces attaques interviennent alors que le jugement du Tribunal spécial des Nations Unies pour le Liban devrait être rendu le 7 août [2]. Il devrait être reporté. Réseau Voltaire 5 août 2020

[1] Nous avons évoqué cette attaque dans « Le Liban face à ses responsabilités », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 21 juillet 2020.

[2] « Révélations sur l'assassinat de Rafiq Hariri », par Thierry Meyssan, ?dnako (Russie), Réseau Voltaire, 29 novembre 2010.

- Israël détruit Beyrouth-Est avec une arme nouvelle par Thierry Meyssan Réseau Voltaire 6 août 2020

Le premier Premier ministre israélien a ordonné la destruction d'un entrepôt d'armes du Hezbollah à Beyrouth au moyen d'une arme nouvelle. Celle-ci étant mal connue a provoqué des dégâts considérables dans la ville tuant plus de 100 personnes, en blessant 5 000 et détruisant de nombreux immeubles. Cette fois, il sera difficile à Benjamin Netanyahu de nier.

Le premier Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a autorisé une frappe contre un entrepôt d'armes du Hezbollah au moyen d'une arme nouvelle, testée depuis sept mois en Syrie. On ignore si le second Premier ministre, Benny Gantz, a donné son accord.

La frappe a été conduite, le 4 août 2020, à l'emplacement exact désigné par Benjamin Netanyahu lors de son discours aux Nations Unies, le 27 septembre 2018 [1]. Le Hezbollah avait évacué ses armes de cet entrepôt juste après le discours de Netanyahu.

On ignore ce qu'est l'arme utilisée. Cependant elle a déjà été testée en Syrie depuis janvier 2020. Il s'agit d'un missile dont la tête comporte une composante nucléaire tactique provoquant un champignon de fumée caractéristique des armes nucléaires. Il ne s'agit évidemment pas d'une bombe atomique au sens stratégique.

Cette arme a été testée en Syrie sur une plaine à la campagne, puis dans le Golfe persique sur les eaux contre des navires militaires iraniens. C'est la première fois qu'elle est utilisée en milieu urbain, dans un environnement particulier qui a fait se réfléchir le souffle et les vibrations sur l'eau et la montagne. Loin de ne détruire que le port de Beyrouth, elle a tué une centaine de personnes, blessé au moins 5 000 autres, et détruit largement la partie Est de la ville (la partie Ouest a été largement protégée par le silo à grains).

Israël a immédiatement activé ses réseaux dans les médias internationaux pour masquer son crime et accrédiéter l'idée de l'explosion accidentelle d'un stock d'engrais. Comme souvent, on désigne de faux coupables, et la machine médiatique internationale répète à satiété ce mensonge en l'absence de toute enquête. Pourtant il y a bien eu un champignon de fumée incompatible avec la thèse d'une explosion d'engrais.

De même que ni la Syrie, ni l'Iran n'avaient communiqué sur cette arme lorsqu'ils ont été touchés, les partis politiques libanais ont immédiatement conclu un accord pour ne rien dire afin de ne pas démoraliser leur population. Une enquête a été ouverte, non pas sur la cause de l'explosion, mais sur la responsabilité du personnel du port dans le stockage de ces engrais supposés être la cause de l'explosion. Cependant ce mensonge n'a pas tardé à se retourner contre les partis politiques qui l'on imaginé.

Le Tribunal des Nations Unies pour le Liban, qui devait rendre public son verdict dans l'affaire de l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri, en 2005, a décidé de différer celle-ci de quelques jours. Identiquement dans cette affaire, l'explosion d'une camionnette avait masqué le tir d'un missile comportant une arme nouvelle, comme cette fois l'explosion de nitrate a masqué le tir d'un missile comportant une autre arme nouvelle.

J'avais révélé, cinq ans plus tard, cinq ans trop tard, dans une revue russe la manière dont on avait tué Rafic Hariri [2], tandis que le Hezbollah publiait une vidéo attestant l'implication d'Israël.

Il importe de noter que l'assassinat de 2005 visait un ancien Premier ministre sunnite et que l'attaque de 2020 visait non pas le Hezbollah chiite, mais la Résistance libanaise dans son ensemble.

Cette fois, plusieurs ambassades ont procédé à des relevés, notamment en prélevant des échantillons de grains et des filtres à air d'ambulances s'étant immédiatement rendues sur les lieux. Ils sont d'ores et déjà en cours d'examen dans leurs pays respectifs. Réseau Voltaire 6 août 2020

[1] "Remarks by Benjamin Netanyahu to the 73rd Session of the United Nations General Assembly", by Benjamin Netanyahu, Voltaire Network, 27 September 2018.

[2] « Révélations sur l'assassinat de Rafiq Hariri », par Thierry Meyssan, ?dnako (Russie) , Réseau Voltaire, 29 novembre 2010.

<https://www.voltairenet.org/local/cache-vignettes/L200xH120/Syrie-test-bf47d.jpg>

- Correction et précisions Réseau Voltaire 7 août 2020

Nous avons publié, dans la nuit du 6 août 2020 , un article de Thierry Meyssan intitulé « Israël détruit Beyrouth-Est avec une arme nouvelle ». Pour illustrer notre propos, nous avons joint une vidéo montrant un missile tiré sur l'entrepôt supposé du Hezbollah dans le port de Beyrouth.

Cette vidéo, dont nous précisons ne pas connaître l'origine, est apparue être un faux réalisé à partir d'une séquence de CNN.

Nous l'avons retirée de l'article. Au demeurant, elle n'y était pas nécessaire. Nous prions nos lecteurs de nous excuser de cette erreur d'illustration.

Par ailleurs, la photo de Benjamin Netanyahu n'est pas la bonne. Il y montre le site du Hezbollah sur le bord de l'autoroute à proximité de l'aéroport et non pas le site du port. C'est la seule image que nous ayons trouvée libre de droits. Si vous disposez de la bonne photo également libre de droits, veuillez nous l'envoyer, nous la ferons figurer à la place de l'actuelle.

Enfin, précisons que le Hezbollah avait évacué ses armes de cet entrepôt après le discours de Netanyahu, en 2018. Ce qu'Israël semblait ignorer. Réseau Voltaire 7 août 2020